

ASSEMBLEE  
GENERALE

ONZIEME SESSION

Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 725e

SEANCE

Mercredi 9 janvier 1957,  
à 10 h. 45

New-York

## SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour:

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de  
l'homme (*suite*)Article 8 du projet de pacte relatif aux droits écono-  
miques, sociaux et culturels (*suite*)..... 227

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

## POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

**Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.547, A/C.3/L.550, A/C.3/L.552/Rev.2, A/C.3/L.553 à 557) [suite]**

ARTICLE 8 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [*suite*]

1. M. PONCE (Equateur), poursuivant l'exposé qu'il a commencé à la séance précédente, déclare que le droit de grève doit sans aucun doute être consacré dans le projet de pacte; bien qu'il accepte la formule employée à l'alinéa *d* du texte proposé dans les amendements des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), il préférerait que ce droit soit énoncé dans un article distinct. S'agissant d'un droit appartenant exclusivement aux travailleurs, il paraît quelque peu déplacé de le faire figurer dans un article qui concerne aussi bien les syndicats de travailleurs que les syndicats d'employeurs; de plus, il suffit que les Etats se bornent à reconnaître le droit de grève, sans avoir à s'engager à l'assurer, comme ils seraient amenés à le faire s'ils se ralliaient au texte des trois puissances.

2. Le représentant des Philippines a déclaré que l'on devrait aussi mentionner expressément le droit de former des piquets de grève; cette suggestion n'est pas dépourvue d'intérêt, mais, comme aucun amendement formel n'a été présenté dans ce sens, elle ne peut être retenue. En outre, le droit de former des piquets de grève n'est pas aussi généralement reconnu que le droit de grève lui-même, et peut-être serait-il plus sage de n'en pas faire mention expressément dans le projet de pacte.

3. On a beaucoup discuté de la signification du mot "syndicat"; or, c'est là une question qui met en jeu la portée de l'article 8 tout entier. Puisque à sa séance précédente la Commission a décidé de ne pas retarder la date limite fixée pour le dépôt des amendements, elle doit se prononcer sur les textes dont elle est déjà saisie; mais ces textes ont un sens différent dans les différentes langues officielles. En conséquence, la délé-

gation de l'Equateur, comme celles du Chili, de la France et d'un certain nombre d'autres pays, interprètera l'équivalent espagnol des mots *trade union* — le mot *sindicato* — comme s'appliquant aux organisations de travailleurs. Cette interprétation serait conforme au sens donné au mot *sindicato* en Equateur, ainsi qu'à la pratique en vigueur dans ce pays. Il appartiendra à chaque gouvernement d'interpréter à sa manière le terme en question; M. Ponce souhaite que, d'une manière générale, on retienne l'interprétation la plus large; il ne serait pas équitable en effet de n'accorder la protection prévue à l'article 8 qu'aux seuls travailleurs salariés et de n'en pas faire bénéficier les travailleurs indépendants, les artistes ou les employeurs qui eux aussi exercent un métier.

4. M. STABEL (Norvège), comme de nombreux autres représentants, aurait préféré le texte original de l'article 8 (E/2573, annexe I, A). Les divers amendements proposés ne l'améliorent guère; on peut même dire que certains d'entre eux tendent à rompre un équilibre établi à grand-peine. Après quelques hésitations, la délégation norvégienne a néanmoins décidé de voter pour les alinéas *a*, *b* et *c* du texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), modifiés par les Pays-Bas et le Royaume-Uni (A/C.3/L.555), pour le sous-amendement canadien (A/C.3/L.554) et pour l'alinéa relatif à la Convention internationale du travail de 1948, qui figure au point 4 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555). Elle devra pourtant s'abstenir sur l'alinéa du point 4 qui concerne les forces armées, la police et les fonctionnaires; elle s'abstiendra également sur l'alinéa *d* du texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2); il s'agit en effet d'une disposition qui est superflue, puisque le droit de grève fait partie des droits syndicaux, et qui limite indûment le droit de grève en en soumettant complètement l'exercice à la législation des Etats.

5. Le représentant de la Norvège précise que s'il vote pour un certain nombre de textes, c'est sous réserve que le terme "syndicat" s'entende uniquement des organisations de travailleurs.

6. M. ODEVALL (Suède) rappelle qu'un certain nombre de délégations préfèrent le texte original de l'article 8 et ne voteront pour certains des amendements que faute de mieux. Tel est le cas de la délégation suédoise. Malheureusement, aux termes du règlement intérieur de l'Assemblée générale, la Commission ne pourra se prononcer sur le texte original que si le texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) est rejeté. Bien qu'il hésite à voter contre un texte dont les termes lui conviennent, le représentant de la Suède se verra dans l'obligation de voter contre toute partie du texte des amendements qui sera mise aux voix en premier, car il préfère l'article 8 sous sa forme actuelle et estime que le texte qui figure dans les amendements ne constitue qu'un pis-aller.

7. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) fait observer que les divers équivalents de *trade union* dans les

langues officielles ayant des sens différents, un problème délicat se pose à la Commission. De l'avis de plusieurs délégations, chaque Etat devrait donner sa propre interprétation. Mais c'est là une solution inconcevable, car en adoptant un texte qui n'aurait pas le même sens dans les différents pays, on n'imposerait pas aux Etats les mêmes obligations et l'on n'accorderait pas aux populations la même protection. Cela serait contraire à l'esprit même des pactes: ces instruments doivent en effet s'appliquer partout de manière uniforme.

8. Certes, d'après la Commission des droits de l'homme, l'article 8 doit s'appliquer aux seuls travailleurs, mais la Troisième Commission est entièrement libre de l'étendre aux employeurs. On estime, dans la plupart des pays d'Amérique latine, que les organisations d'employeurs doivent être encouragées, afin de faciliter la coopération entre employeurs et travailleurs et aussi d'amener les patrons à assumer les devoirs sociaux et économiques qui leur incombent, en contrepartie des droits dont ils jouissent. C'est à ce prix seulement que les pays intéressés seront en mesure d'accroître leur productivité et de développer leur économie. De même que la Convention internationale du travail No 87 (Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948) et la Convention internationale du travail No 98 (Convention concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, 1949), l'article 8 du projet de pacte devrait s'appliquer aux organisations d'employeurs aussi bien qu'aux organisations de travailleurs.

9. Il serait extrêmement souhaitable de donner une interprétation large au mot "syndicat", mais il importe surtout que l'article 8 ne puisse faire l'objet que d'une seule interprétation; il ne doit pas y avoir la moindre ambiguïté sur le sens d'un texte juridique. La délégation chilienne propose donc que la Commission vote sur la question de savoir si le terme "syndicat" et l'ensemble de l'article 8 visent uniquement les organisations de travailleurs, ou s'appliquent également aux organisations d'employeurs.

10. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) dit que le texte initial de l'article 8 mis au point par la Commission des droits de l'homme est le fruit d'un effort louable et qu'il convient de le noter; les amendements présentés n'en sont pas moins intéressants et amélioreront le texte. Sa délégation aurait voté pour l'article 8 sous sa forme initiale, mais elle ne voit aucune objection à formuler contre le texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), qui est tout à fait conforme au Code du travail de la République Dominicaine. Elle sera particulièrement heureuse de voter pour l'alinéa *d*, car, si l'on veut protéger les intérêts des travailleurs, il est essentiel de leur garantir le droit de grève.

11. Aux termes du Code du travail de la République Dominicaine, le mot *sindicato* s'entend aussi bien des associations d'employeurs que des associations de travailleurs. C'est donc de cette manière que la délégation dominicaine interprétera ce terme dans l'article initial et dans les amendements; il ne conviendrait pas de restreindre l'exercice du droit d'association et il faut réaliser un équilibre entre les intérêts des travailleurs et ceux des employeurs. Mlle Bernardino appuiera la proposition chilienne tendant à ce que la Commission se prononce sur la portée de l'article 8.

12. Le PRESIDENT déclare que la proposition chilienne est difficilement recevable au stade actuel de la

discussion; la motion tendant à retarder l'heure limite fixée pour le dépôt des amendements a été rejetée à la séance précédente.

13. M. DIAZ CASANUEVA (Chili), appuyé par Mlle BERNARDINO (République Dominicaine), indique que sa proposition ne vise nullement le dépôt de nouveaux amendements; il a suggéré simplement que l'on vote sur la question de savoir si l'article 8 s'applique tant aux organisations d'employeurs qu'aux organisations de travailleurs.

14. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les délégations qui n'approuvent pas le texte de l'article 8 pourront soumettre des amendements à un stade ultérieur de l'examen des projets de pactes. De toute façon, la proposition chilienne ne peut être retenue, puisque la Troisième Commission doit se prononcer non pas sur l'avis de la Commission des droits de l'homme, mais sur les textes dont elle est saisie. Même si la proposition chilienne était adoptée, ces textes ne seraient pas modifiés et l'interprétation que les diverses délégations donnent au terme "syndicat" demeurerait la même. Les délégations qui voudraient étendre l'article aux organisations d'employeurs ne devraient pas éprouver d'appréhensions à cet égard, car même si l'on adopte cet article après avoir décidé qu'il vise uniquement les travailleurs, rien n'empêchera les Etats qui le désirent d'étendre les garanties qu'il énonce aux organisations d'employeurs. Interpréter les droits syndicaux comme s'appliquant uniquement aux organisations de travailleurs n'est pas établir une discrimination, c'est éviter une confusion entre deux idées différentes; en effet, le droit d'association, qui englobe le droit des employeurs et d'autres catégories de personnes de former des associations, est énoncé dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques. Afin que la situation demeure claire, M. Morozov demande au représentant du Chili de ne pas insister pour que sa proposition soit mise aux voix.

15. M. TSAI (Chine) déclare que le terme chinois correspondant à "syndicat" s'applique uniquement aux organisations de travailleurs; sa délégation votera en faveur de cette interprétation. Cependant, comme la question soulevée par le représentant du Chili risque d'amener un grand nombre de délégations à ne pas voter en faveur du projet de pacte, il serait peut-être préférable de consacrer plus de temps à un échange de vues sur ce point.

16. M. MUFTI (Syrie) propose la clôture du débat.

17. Le PRESIDENT déclare qu'aux termes de l'article 118 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, il peut autoriser deux orateurs à prendre la parole contre cette proposition.

18. Mme SHOHAM SHARON (Israël) votera pour l'interprétation selon laquelle l'article 8 vise uniquement les organisations de travailleurs; elle considère cependant que la Commission se trouve en présence d'une question fondamentale d'interprétation, qui risque de se poser à propos d'autres articles et qui ne peut, en conséquence, être réglée par de simples motions de procédure. Elle s'oppose donc à la clôture du débat; elle pense que le mieux serait peut-être d'examiner toute cette question à un stade ultérieur, à propos des réserves au pacte, et elle suggère à la Commission de prendre une décision dans ce sens.

19. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) est formellement opposée à la clôture du débat. Il s'agit de préciser un point en vue d'améliorer le texte d'un

instrument de la plus haute importance pour toute l'humanité. Un texte qui sera signé et ratifié par des Etats doit être rédigé avec le plus grand soin.

*Par 22 voix contre 15, avec 30 abstentions, la motion syrienne tendant à la clôture du débat est adoptée.*

20. Le PRESIDENT indique l'ordre dans lequel les divers amendements et sous-amendements pourraient être mis aux voix.

*L'ordre proposé est approuvé.*

*Par 25 voix contre 9, avec 35 abstentions, l'amendement canadien (A/C.3/L.554) est adopté.*

21. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de la Belgique avait demandé un vote par division sur les mots "en vue de favoriser et de protéger ses intérêts économiques et sociaux", à l'alinéa *a* du texte proposé dans les amendements révisés des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2).

*Par 47 voix contre une, avec 19 abstentions, ces mots sont adoptés.*

*Par 38 voix contre 8, avec 18 abstentions, l'alinéa a du texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) est adopté.*

22. M. PONCE (Equateur) demande un vote par division sur les mots "ou pour protéger les droits et libertés d'autrui", au point 1 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555).

*Par 32 voix contre zéro, avec 37 abstentions, ces mots sont adoptés.*

*Par 30 voix contre 12, avec 26 abstentions, le point 1 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni dans son ensemble (A/C.3/L.555) est adopté.*

*Par 40 voix contre 4, avec 24 abstentions, l'alinéa b du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) est adopté.*

23. M. AZKOUL (Liban) déclare qu'il n'est pas nécessaire de voter sur le point 2, *a*, des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555), car cet amendement vise uniquement le texte anglais.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 29 voix contre 7, avec 28 abstentions, le point 2, b, des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) est adopté.*

*Par 28 voix contre 9, avec 30 abstentions, le point 2, c, des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) est adopté.*

24. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande un vote par division sur les mots "le droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leur activité", à l'alinéa *c* du texte des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2).

*Par 31 voix contre 2, avec 35 abstentions, ces mots sont adoptés.*

*Par 31 voix contre 11, avec 24 abstentions, le reste de l'alinéa c du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2), sous sa forme modifiée, est adopté.*

*Par 40 voix contre 2, avec 27 abstentions, l'ensemble de l'alinéa c du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) est adopté.*

*Par 41 voix contre 2, avec 26 abstentions, l'alinéa d du texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.2) est adopté.*

25. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le premier alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555).

26. M. THIERRY (France) demande si cet alinéa vise aussi bien le droit de se syndiquer que le droit de grève.

27. M. EUSTATHIADES (Grèce) pense qu'initialement cet alinéa ne paraissait pas être destiné à s'appliquer au droit de grève.

28. M. HOARE (Royaume-Uni) répond que cet alinéa porte sur tous les droits énoncés dans le texte des trois puissances, y compris le droit de grève. S'il ne s'appliquait qu'aux alinéas *a*, *b* et *c*, le droit de grève, dont l'alinéa *d* fait un droit absolu (sous réserve seulement des dispositions de la loi), serait absolu également pour les forces armées, ce qui, manifestement, ne serait pas souhaitable.

29. M. EUSTATHIADES (Grèce) demande que l'on mette d'abord aux voix les mots "ou de la fonction publique", au premier alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555).

*Par 20 voix contre 18, avec 31 abstentions, ces mots sont adoptés.*

*Par 24 voix contre 10, avec 34 abstentions, l'ensemble du premier alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) est adopté.*

*Par 19 voix contre 14, avec 35 abstentions, le deuxième alinéa du texte proposé au point 3 des sous-amendements des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.555) est adopté.*

30. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur l'ensemble de l'article 8 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, sous sa forme modifiée.

*A la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Belgique, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Chili, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Finlande, France, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Liban, Luxembourg, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Pérou, Pologne, Roumanie, Suède, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yougoslavie, Albanie.

*S'abstiennent:* Belgique, Canada, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Egypte, Salvador, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Japon, Libéria, Philippines, Portugal, Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Yémen, Afghanistan, Argentine, Australie, Autriche.

*Par 37 voix contre zéro, avec 32 abstentions, l'article 8 est adopté.*

La séance est levée à 13 h. 10.